

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 24 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

AIR LIQUIDE France INDUSTRIE

ETABLISSEMENT NATIONAL

Chemin de la Plaine

89500 VILLENEUVE SUR YONNE

Références : 220720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement AIR LIQUIDE France INDUSTRIE implanté ZI Chemin de la Plaine 89500 VILLENEUVE SUR YONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 10 août 2022, par arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2022/00047 (constatant le franchissement de seuils d'alerte, d'alerte renforcée et de crise, et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau), le seuil d'alerte renforcée défini dans le plan sécheresse départemental a été atteint dans la zone "vanne", dont la commune de Villeneuve-sur-Yonne fait partie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE France INDUSTRIE
- ZI Chemin de la Plaine 89500 VILLENEUVE SUR YONNE
- Code AIOT : 0005401259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED: Non

Le site Air liquide de Villeneuve-sur-Yonne est un site à autorisation. Il exerce les activités principales suivantes :

- conditionnement, stockage et distribution de gaz industriels ;
- garnissage de bouteilles d'acétylène ;
- éprouve et équipement de bouteilles de petites capacités.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques
- Eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réduction des prélèvements/ consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
2	Registre	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
3	Rejets des stations de traitement des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réduction de 20 % de consommation d'eau de l'établissement est atteinte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : L'arrêté préfectoral du 28 février 1996 autorise le site à prélever jusqu'à 180 m ³ /jour de la nappe. La consommation mensuelle moyenne du site sur les 7 premiers mois de l'année 2022 s'élève à 1030 m ³ par mois (soit une consommation hebdomadaire moyenne de 257 m ³). L'exploitant a justifié, le jour de l'inspection, d'une consommation de 289 m ³ au 12 août 2022. De ce fait, la réduction de 20 % de la consommation par rapport à la moyenne hebdomadaire est atteinte. En effet, le relevé de tous les compteurs du site (Puits c, eau de ville AEB et eau de ville reste) indique une consommation nette, au 31 août 2022, de 334 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Registre quotidien pour tout prélèvement ou consommation supérieure à 100 m ³ par jour
Constats : L'exploitant tient à jour un registre de relevé hebdomadaire des consommations d'eau. Il a déclaré, le jour de l'inspection, pouvoir mettre en place un relevé quotidien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets des stations de traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rejets des stations de traitement des eaux usées : En cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais des mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspection des installations classées.
Constats : Les rejets dans la station de traitement du site sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet